

Apports pour le contexte général de la situation des paysans après l'adoption de l'UNDROP ; et le droit à la participation

Document mis à jour le 19 mars 2025

Note : Le CETIM soutient ces contributions de La Via Campesina au groupe de travail de l'ONU.

I. Les principaux défis auxquels sont confrontés les paysans, les pêcheurs à petite échelle, les éleveurs et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, en particulier dans le contexte après l'adoption de l'UNDROP en 2018, notre analyse du contexte actuel des défis auxquels nous sommes confrontés à l'échelle mondiale sont :

1. Le monde d'aujourd'hui est témoin d'une crise de plus en plus profonde, alimentée par le néocolonialisme et l'impérialisme. Les génocides, les guerres, la faim, les expulsions forcées et les persécutions continuent à faire des victimes. dévastent les communautés. Partout dans le monde, paysans, les peuples indigènes et les travailleurs résistent à ces injustices :

- Palestine : les agriculteurs continuent lutter contre le génocide et la famine.
- Soudan : les paysans demandent la fin de l'intervention étrangère et de la guerre civile.
- Haïti : les paysans plaident en faveur d'une transition politique pilotée par le peuple et de la souveraineté alimentaire.
- Cuba : les paysans dénoncent la liste des terroristes américains et le blocus économique.
- Équateur : les paysans luttent contre la militarisation et la violation du droit international.
- Niger, Burkina Faso et Mali : les communautés rurales sont confrontées à des sanctions néocoloniales et à des menaces sur leur droit à l'alimentation.
- République démocratique du Congo : les paysans luttent pour la paix et pour pouvoir construire leur souveraineté alimentaire
- Yémen, Colombie et au-delà : Les communautés rurales continuent de lutter contre les déplacements, la guerre et l'exploitation.

C'est pourquoi, ces dernières années, notre travail de solidarité internationale a été renforcé afin de mettre fin à la violence, aux expulsions et au génocide dans les régions et territoires mentionnés ci-dessus.

2. Les assassinats et la persécution des leaders paysans persistent. Voici quelques nouvelles de nos membres :

- Argentine : un leader paysan est assassiné par une bande armée.

- Tanzanie : des paysans sont arrêtés et emprisonnés à plusieurs reprises pour avoir cultivé des terres ancestrales.

- Guatemala : les communautés paysannes autochtones condamnent les expulsions en cours et promeuvent la souveraineté alimentaire.

- Panama : les paysans contestent l'extractivisme et promeuvent la démocratie.

- France : les organisations paysannes dénoncent un projet de loi d'orientation agricole.

- Indonésie : criminalisation des paysans qui luttent pour leur droit à la terre.

3. Des mobilisations en faveur de politiques publiques visant à défendre les droits des paysans et à améliorer conditions de vie fleurissent dans le monde entier :

- Sri Lanka : campagne des paysans contre la dette nationale et le FMI.

- Bangladesh : les ouvriers agricoles réclament de meilleurs salaires.

- Pakistan : les paysans sont aux prises avec des dettes croissantes et une flambée des prix.

- Népal : les paysans luttent contre les projets de "banques de terres".

- Ouganda : les paysans luttent contre les investissements fonciers à grande échelle.

- Zimbabwe : les paysans sont confrontés à l'insécurité alimentaire et à la pénurie d'eau ; ils font pression pour que les politiques publiques s'attaquent aux effets du changement climatique et soutiennent l'agroécologie.

- Brésil : les communautés paysannes font campagne pour la réforme agricole et la souveraineté alimentaire.

- Colombie : les paysans sont reconnus comme des détenteurs de droits bénéficiant d'une protection constitutionnelle spéciale.

- Les travailleurs ruraux de l'Inde - paysans, pêcheurs et éleveurs - sont confrontés à l'insécurité foncière, et des difficultés économiques, aggravées par un soutien politique insuffisant. Ils sont confrontés à de faibles revenus, à l'endettement, à la domination des entreprises et à un accès limité aux ressources. Les Dalits, les Adivasis et les

les femmes subissent une discrimination supplémentaire. Menaces environnementales et inégalités sociales exacerbent leur marginalisation, tandis que l'exploitation des marchés et les migrations entraînent des conditions de travail difficiles et l'insécurité alimentaire.

- Au niveau mondial : La Via Campesina et ses organisations membres mettent en œuvre l'UNDROP pour la réforme agricole et garantissent un accès équitable aux biens communs par le biais de la COP Biodiversité, de la COP Climat, du processus de Rome et de l'ICARRD +20.

4. Nous constatons également que le monde est confronté à une crise multiple de la faim et à des catastrophes climatiques,

guerres génocidaires, inégalités extrêmes, augmentation de la dette nationale, inflation et migration. Nous assistons également à la montée en puissance des milliardaires, du pouvoir des entreprises et de leur impunité. Le système économique actuel perpétue ces crises et marginalise les communautés rurales et les travailleurs.

C'est pourquoi la Via Campesina appelle à un nouveau cadre économique qui donne la priorité à la solidarité, à l'internationalisme, au féminisme, à l'équité, à la justice sociale et à la souveraineté alimentaire.

Nous promouvons un cadre alternatif pour le commerce mondial qui s'aligne sur la souveraineté alimentaire et l'UNDROP.

II. Les défis ou les violations auxquels sont confrontés les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales dans l'exercice de leur droit à une participation égale aux niveaux local, national et international :

Dans le monde entier, les femmes, en particulier les paysannes, sont confrontées à la faim, à la malnutrition, à la pauvreté, à la dépossession et à d'autres formes de violence, y compris la violence politique en étant exclues des structures de prise de décision et de pouvoir, et la violence patrimoniale en se voyant refuser le droit de vote.

droit à la terre sur laquelle nous travaillons. Selon la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), moins d'un propriétaire foncier sur cinq dans le monde est une femme. Comme le souligne Marcos Orellana, rapporteur spécial des Nations unies sur les substances toxiques et les droits de l'homme, les paysannes et les jeunes filles sont les plus vulnérables aux effets des substances toxiques provenant de l'agro-industrie, de la production extractive et de l'agriculture, qui peuvent avoir un impact sur plusieurs générations.

D'après notre analyse, **les jeunes et les personnes issues de la diversité** sont également confrontés à des difficultés dans l'exercice de leur droit à la participation.

L'accaparement des terres par les entreprises, l'expansion urbaine et les projets de l'État affectent les paysans de manière disproportionnée, entraînant leur déplacement et l'absence de droit à la terre. De nombreux paysans, en particulier les femmes, ne sont pas légalement propriétaires de leurs terres, ce qui rend difficile l'accès aux prêts, aux subventions et aux programmes de développement.

La criminalisation des semences paysannes en Afrique par des gouvernements travaillant main dans la main avec les grandes sociétés semencières est en cours sous la bannière de la lutte contre la faim et la pauvreté par le biais d'initiatives d'agriculture intelligente face au climat. Les gouvernements qui envisagent d'ouvrir leurs frontières aux OGM (par exemple, le Kenya, etc.) et qui, en coulisses, examinent et rédigent des projets d'accords régionaux sur les semences sont en train de s'attaquer à la question de la faim et de la pauvreté.

des mécanismes permettant la libre entrée des semences d'entreprises (par exemple, les *règlements d'harmonisation du commerce des semences du COMESA*). *Les paysans ne sont pas impliqués dans ces révisions,*

Les zones rurales souffrent souvent de systèmes éducatifs inadéquats, ce qui limite la capacité des agriculteurs à accéder aux connaissances techniques, à la culture financière et aux compétences numériques. Le manque d'accès à des informations agricoles actualisées (telles que les stratégies d'adaptation au climat ou les prix et tendances du marché) désavantage les paysans et les communautés rurales.

Accès limité à l'information - Les paysans ont un accès limité à l'information, par exemple aux réunions de consultation, aux réunions de développement, aux consultations budgétaires. Ils reçoivent souvent ces informations tardivement, ce qui les empêche de se préparer, ou bien ils reçoivent les informations une fois la réunion terminée.

- la barrière de la langue - on dit souvent que nous voulons des personnes qui parlent et comprennent l'anglais, sans tenir compte du fait que dans les zones rurales, la langue maternelle est dominante
- la plupart du temps, les paysans ou les habitants des zones rurales sont méprisés ou considérés comme inférieurs au point que les décisions sont prises en leur nom.

En général, les paysans et les autres personnes travaillant zones rurales éprouvent encore d'énormes difficultés à exercer leur droit à la participation, à exprimer leurs préoccupations, à se faire entendre, à participer au processus de prise de décision sur les aspects qui concernent leurs moyens de subsistance, et à mettre en œuvre des politiques publiques qui leur sont favorables.

III. Il existe des lois, des politiques ou d'autres mesures pour reconnaître et/ou promouvoir le droit à la participation des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales :

- Charte des villes paysannes en Belgique : Pour les élections communales de 2024, Mouvement Action Paysanne (MAP), membre de LVC en Belgique, a développé une Charte des villes paysannes basée sur l'UNDROP pour guider les politiques publiques sur les droits des paysans. La charte propose des actions telles que la promotion des fermes paysannes locales et l'approvisionnement de la restauration collective en produits locaux. Elle met l'accent sur une plus grande implication des citoyens et une gestion collective des ressources publiques.
Le travail de la MAP avec la Charte peut être adapté pour être utilisé dans différentes régions et à différents niveaux politiques.
- L'ESAFF, membre du LVC en Ouganda, a activement promu l'UNDROP lors d'un conseil spécial en Ouganda. Mityana en 2024, ce qui a abouti à la décision collective du conseil d'adopter la déclaration et de faire connaître les droits des paysans.
- Ratification du PNUD en Equateur, avec l'énorme pression des paysans et des peuples indigènes contre le gouvernement de droite (plus d'informations [ici](#)).
- Pour assurer une diffusion efficace de l'information et la participation, nous pouvons observer une approche à plusieurs volets expérimentée par ZIMSOF, membre zimbabwéen de LVC. Il s'agit notamment de diffuser des informations par l'intermédiaire de dirigeants communautaires de confiance et d'annonces dans les écoles, mais aussi de
organiser des formations et des ateliers ciblés pour les groupes marginalisés. Une approche ascendante dans la mise en œuvre des projets renforce l'appropriation et la pertinence. Les processus de consultation ont été assouplis, ce qui a permis d'utiliser d'autres méthodes de soumission, comme le courrier électronique, pour les personnes qui ne pouvaient pas se déplacer.
assister en personne, comme consultations budgétaires au Zimbabwe.
- Les zones de souveraineté alimentaire (Kawasan Daulat Pangan), une initiative en Indonésie de Serikat Petani Indonesia (SPI) pour faire campagne et mettre en œuvre le PNUD directement dans leur agriculture.
et le territoire, comme une véritable pratique pour les politiques locales (voir l'exemple [ici](#).) En outre, un
La SPI s'est efforcée de recueillir des données dans toute l'Indonésie afin de mieux comprendre les cas réels de violation des droits des paysans (tels que la criminalisation d'un membre de la SPI (Indonesian Peasant

Union) pour avoir défendu sa terre). La SPI utilise ces données chaque année pour publier le rapport annuel national sur les violations des droits des paysans, afin de sensibiliser le public à la situation des paysans. La situation au niveau national et le lien avec l'UNDROP. L'Union des paysans indonésiens s'est également battue pour (i) le nouveau prix minimum de soutien (MSP) du riz après avoir réussi à obtenir le soutien de l'Union des paysans indonésiens.

Le gouvernement indonésien a augmenté le MSP deux fois en 2024, (ii) Intégration de la politique publique sur les coopératives paysannes/populaires dans le programme de développement agricole, (iii) Lutte pour le contrôle judiciaire de la loi relative à la libéralisation de l'agriculture, de l'alimentation et de la terre (banque de terres), (iv) l'intégration de l'UNDROP dans les politiques indonésiennes.

- En Thaïlande, les membres de LVC organisent une campagne pour la constitution des pauvres couvrant le PNUD.

- Bien que le gouvernement indien ait introduit quelques lois et politiques pour soutenir les paysans, les petits pêcheurs et les travailleurs ruraux, plusieurs problèmes affectent les paysans et les personnes travaillant dans les zones rurales, tels que les retards bureaucratiques, la corruption et l'inégalité d'accès. De ce fait, de nombreux paysans et travailleurs ruraux, en particulier les femmes, les Dalits et les Adivasis, sont vulnérables à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

la pauvreté et l'exploitation. Plusieurs politiques et mesures ont contribué à donner aux paysans et aux communautés rurales de l'Inde les moyens de participer à la prise de décision aux niveaux local, national et international.

au niveau international. Le KRRS, membre de La Via Campesina en Inde, a facilité création de plateformes permettant aux voix rurales de se faire entendre dans la gouvernance et l'élaboration des politiques. Cependant, les plateformes de participation pour les paysans et les travailleurs ruraux, en particulier les femmes et les communautés marginalisées, en Inde, sont limitées, alors même qu'ils sont aux prises avec des problèmes systémiques et des problèmes d'accès à l'eau potable.

des défis systématiques leur survie.

- Continuer à lutter pour le droit du peuple de Palestine : La Via Campesina travaille avec le groupe de La Haye, encourage la participation mondiale à la lutte contre l'impunité et le génocide en cours commis contre le peuple palestinien.

- Au mondial, La Via Campesina et ses membres sont actifs dans la promotion de politiques mondiales qui prennent en compte le droit à la participation des paysans et des populations rurales dans diverses politiques : comme la réforme agraire (ICARDD +20), contre l'impunité des entreprises (Traité contraignant de l'ONU sur les droits de l'homme et la démocratie), contre l'impunité des entreprises (Traité contraignant de l'ONU sur les droits de l'homme et la démocratie).

les sociétés transnationales), les agences basées à Rome (FAO, FIDA), la COP Biodiversité (pour garantir la participation des peuples autochtones et des paysans en tant que gardiens, protecteurs et gardiennes de l'environnement), les agences basées à Rome (FAO, FIDA)

(les gardiens de la vie, de la biodiversité et de la Terre nourricière), et l'initiative pour un cadre commercial alternatif fondé sur la souveraineté alimentaire.

IV. En cas de violation du droit à la participation des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, quelles sont les procédures judiciaires et non judiciaires, les voies de recours et les processus disponibles pour remédier à ces violations, et quelle est leur efficacité ?

Les paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales peuvent saisir les tribunaux nationaux lorsque leur droit à la participation est bafoué, par exemple en cas d'accaparement de terres, d'expulsion forcée ou d'expulsion d'un membre de la famille ou d'un membre de la famille.

l'exclusion des processus décisionnels. Néanmoins, nous avons constaté que l'accès à la justice n'est toujours pas en faveur de notre camp.

Au Zimbabwe, la politisation du gouvernement et des programmes de développement a entraîné une augmentation du nombre de personnes qui se sont rendues à l'étranger.

l'alignement sur le parti au pouvoir pour obtenir des avantages. Cette situation présente des risques considérables pour les groupes vulnérables, notamment les paysans des zones minières, confrontés au déplacement et à des risques sanitaires tels que la tuberculose, ainsi que les jeunes et les adolescents susceptibles d'être exploités et de perdre leur emploi.

les migrations potentielles. Pour atténuer ces problèmes, les initiatives de développement doivent être dissociées des agendas politiques. Les sociétés minières devraient être obligées de signer des accords de gouvernance d'entreprise.

des accords donnant la priorité à l'emploi local et au développement communautaire. Le gouvernement doit garantir une indemnisation équitable et une réinstallation en toute sécurité des populations touchées, ainsi que une formation continue au renforcement des capacités pour les jeunes. Le respect strict des politiques gouvernementales, en particulier des études d'impact sur l'environnement, est également crucial.

Il existe également d'autres voies, telles que les tribunaux des droits de l'homme et les instruments juridiques au niveau régional (Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, ...), dont certaines affaires seulement ont été remportées par les paysans.

Procédures non judiciaires : La Via Campesina défend les droits des paysans et a réussi à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent des politiques agroécologiques au lieu de modèles d'agriculture industrielle. Exemple : Les protestations des agriculteurs indiens en 2020-2021 ont conduit à l'abrogation de lois agricoles controversées qui avaient été adoptées sans que les agriculteurs aient été dûment consultés.

Le plaidoyer, les campagnes médiatiques en tant que processus non contentieux fonctionnent également dans certains cas par le biais de la consultation, de la négociation et de la médiation.

Le Karnataka Rajya Raitha Sangha (KRRS), un mouvement paysan du Karnataka, en Inde, défend les droits des paysans et des travailleurs ruraux depuis plusieurs décennies. Il relève les défis des paysans et des travailleurs ruraux par le biais de l'activisme, de la défense des politiques et de la mobilisation de la base. Voici quelques-unes de ses principales actions :

Lutte pour des prix équitables et des réformes du marché : Le KRRS se bat pour obtenir des prix minimums de soutien (MSP) pour toutes les cultures, afin que les agriculteurs obtiennent des prix équitables. Il s'oppose à la mainmise des entreprises sur les l'agriculture, en particulier l'agriculture contractuelle et les monopoles de l'agro-industrie. L'organisation a mené des manifestations contre l'exploitation des intermédiaires et a exigé un accès direct au marché pour les agriculteurs.

Souveraineté sur les terres et les semences : Le KRRS a fait campagne contre l'accaparement des terres et les déplacements causés par les projets industriels et l'expansion urbaine. Il promeut les semences La souveraineté alimentaire, en s'opposant aux cultures génétiquement modifiées (GM) et en plaidant pour les variétés de semences traditionnelles et indigènes.

Opposition aux politiques gouvernementales préjudiciables aux agriculteurs : Le KRRS a joué un rôle clé dans les manifestations contre les lois agricoles de 2020, considérées comme favorisant les grandes entreprises au détriment des agriculteurs.

les petits agriculteurs. Elle s'est opposée aux politiques visant à privatiser l'agriculture et à réduire le soutien de l'État à l'agriculture.

agriculteurs.

Plaidoyer pour l'allègement de la dette et la sécurité sociale : Le KRRS a fait pression pour l'annulation des prêts et l'accès à des crédits à faible taux d'intérêt, réduisant ainsi le nombre de suicides d'agriculteurs dus à l'endettement. Il demande une meilleure des régimes d'assurance et de retraite pour les agriculteurs et les travailleurs ruraux.

Agriculture durable et justice climatique : Le mouvement KRRS encourage l'agriculture naturelle et biologique, en réduisant la dépendance aux engrais chimiques et aux pesticides. Il soulève les questions suivantes sensibilisation à l'impact du changement climatique sur l'agriculture et plaide en faveur de politiques qui protègent les petits agriculteurs des catastrophes liées au climat.

Soutien aux travailleurs ruraux et aux droits du travail : Le KRRS soutient les travailleurs agricoles en exigeant des salaires plus élevés, des conditions de travail équitables et des prestations de sécurité sociale. Il a collaboré avec les syndicats et les mouvements alliés pour renforcer les droits des travailleurs ruraux.

Mobilisation de la base et solidarité internationale : Le KRRS organise des manifestations de masse, des grèves et des rassemblements d'agriculteurs pour exiger des changements de politique. En tant que membre de La Via Campesina, un groupe de En tant que mouvement paysan mondial, il s'inscrit dans les luttes internationales pour la souveraineté alimentaire et la justice agraire.

Au Kenya, la Kenya Peasant League (KPL) a utilisé l'UNDROP et la constitution du pays pour contester la levée de l'interdiction des OGM. Depuis 2023, la KPL a réussi à ont défié le gouvernement devant les tribunaux du pays (la Haute Cour et la Cour d'appel) et ont réussi à maintenir l'interdiction des OGM.
